

**Droit administratif général**  
**Licence 2 – 2023-2024**  
**Plan du cours de Jean-Jacques Pardini**

**Introduction**

La fonction sociale de l'administration

Gestion publique et gestion privée

**1<sup>ère</sup> partie**

**Les actes administratifs, moyens de l'action administrative**

**Chapitre 1 – Précisions sémantiques préalables**

Section 1 – L'acte administratif est un acte juridique

Section 2 – La *summa divisio* : acte administratif unilatéral et contrat

**Titre I**

**Les actes unilatéraux de l'administration**

**Chapitre I – Notions fondamentales relatives aux actes administratifs unilatéraux**

Section 1 – Le « privilège du préalable »

Section 2 – Décision et acte administratif unilatéral

§. 1 – Les éléments de distinction du caractère décisoire d'un acte unilatéral

A – Le critère du caractère décisoire d'un acte unilatéral

1 – La modification de l'ordonnancement juridique ou son maintien en l'état

2 – Le débat acte décisoire/décision exécutoire

B – Les catégories d'actes unilatéraux non décisores

1 – Les circulaires

2 – Les lignes directrices

3 – Les mesures d'ordre intérieur (attention, ce sont des décisions, mais insignifiantes)

4 – L'unification du critère de justiciabilité des actes de droit souple : l'arrêt Gisti (12 juin 2020)

§. 2 – Les formes des décisions

A – Les décisions explicites

B – Les décisions implicites

1 – Les décisions implicites de rejet

2 – Les décisions implicites d'acceptation

Section 3 – Décisions réglementaires et décisions non réglementaires

§. 1 – Les décisions réglementaires

§. 2 – Les décisions non réglementaires

A – Les décisions individuelles

B – Les décisions d'espèce

## **Chapitre 2 – Le régime juridique des actes administratifs unilatéraux décisionnels**

Section 1 – L'élaboration des actes administratifs unilatéraux décisionnels

§. 1 – Les règles de compétence

A – La détermination de la compétence

B – Les incidents de compétence

1 – La suppléance et l'intérim

2 – Les délégations de compétences

a) Conditions

b) Publication

c) Effets

C – La règle du parallélisme de compétence

§. 2 – Les règles de procédure

A – Le régime des consultations

1 – Vue générale

2 – La portée des avis

B – L'organisation de la contradiction

1 – Le respect des droits de la défense

2 – Les mesures prises en considération de la personne

3 – Les obligations du CRPA

C – La règle de l'examen particulier des circonstances

D – La règle du parallélisme des procédures

§. 3 – Les règles de forme

A – La présentation extérieure des décisions

B – La motivation des décisions

1 – Vue générale

2 – La nature de l'obligation de motivation

3 – La motivation obligatoire selon le CRPA

Section 2 – L'entrée en vigueur des actes administratifs unilatéraux

§. 1 – L'entrée en vigueur des actes réglementaires : la publication ou l'affichage

§. 2 – L'entrée en vigueur des actes non réglementaires

§. 3 – Le débat existence *versus* entrée en vigueur

§. 4 – L'interdiction, en principe, de l'entrée en vigueur rétroactive (le principe de non-rétroactivité des actes administratifs unilatéraux)

Section 3 – La disparition des actes administratifs unilatéraux décisifs

§. 1 – L'abrogation des décisions

A – L'abrogation des décisions réglementaires

B – L'abrogation des décisions non réglementaires

1 – La possibilité

2 – L'obligation

§. 2 – Le retrait des décisions (la sortie de vigueur rétroactive)

## Section 4 – L'exécution des actes administratifs décisives

§. 1 – L'exercice de poursuites pénales

§. 2 – Le prononcé de sanctions administratives

§. 3 – L'exécution forcée

## **Titre II**

### **Les contrats de l'administration**

#### **Chapitre 1 – Les critères du caractère administratif des contrats**

Section 1 – Les contrats entre personnes publiques

Section 2 – Les contrats conclus entre une personne publique et une personne privée

§. 1 – L'existence de clauses exorbitantes du droit commun

§. 2 – Le service public en tant qu'objet du contrat

A – Les solutions jurisprudentielles

B – Les dispositions législatives

§. 3 – La référence au régime exorbitant du droit commun

Section 3 – Les contrats passés entre personnes privées

§. 1 – Le principe

§. 2 – La dérogation au principe

#### **Chapitre 2 – Le régime juridique applicable aux contrats administratifs**

Section unique – L'exécution des contrats administratifs

§. 1 – Les prérogatives de l'administration contractante

§. 2 – Les devoirs et obligations du cocontractant

§. 3 – Les droits du cocontractant

A – La théorie du fait du prince

B – La théorie de l'imprévision

1 – Les conditions de l'état de l'imprévision

2 – Les effets de l'état d'imprévision

## 2<sup>ème</sup> partie

### Police administrative et services publics, fins de l'action administrative

#### Chapitre 1 – La police administrative

##### Section 1 – La notion d'ordre public

§. 1 – La conception classique de l'ordre public : le triptyque traditionnel

§. 2 – La conception actualisée de l'ordre public

##### Section 2 – L'aménagement du pouvoir de police

§. 1 – Les diverses autorités de police générale : la répartition des compétences

A – Le niveau national

B – Le niveau départemental

C – Le niveau communal

§. 2 – Les polices spéciales

§. 3 – Les concours des compétences de police

A – Le concours de polices générales

B – Le concours entre police spéciale et police générale

C – Les concours de police spéciale

##### Section 3 – La légalité des mesures de police administrative

§. 1 – L'obligation d'agir des autorités de police

§. 2 Les conditions de légalité des mesures de police administrative

A – Les conditions classiques

B – La condition de la nécessité des mesures de police

1 – La règle

2 – Les interdictions générales et absolues

## Section 4 – La distinction police administrative/police judiciaire

### §. 1 – Les éléments de la distinction

A – Une distinction non exclusive de points communs

B – La finalité de l'opération, critère de distinction

### §. 2 – Les cumuls et changements de nature des opérations de police

A – Les cumuls

B – Les changements

## **Chapitre 2 – Les services publics**

### Section 1 – Essai de définition de la notion de service public

#### §. 1 – Les diverses acceptions de la notion de service public

#### §. 2 – Le service public au sens fonctionnel (ou matériel) de l'expression

A – Le critère organique : le rattachement à une personne publique

B – Le critère matériel : l'activité d'intérêt général

### Section 2 – La distinction entre les services publics administratifs (SPA) et les services publics industriels et commerciaux (SPIC)

#### §. 1 – La création de la catégorie des SPIC

#### §. 2 – Le critère jurisprudentiel de la distinction SPA/SPIC

A – L'objet du service

B – L'origine des ressources

C – Les modalités de fonctionnement

#### §. 3 – Les hésitations jurisprudentielles

### Section 3 – Les « lois » du service public

§. 1 – Le principe de continuité

§. 2 – Le principe d'adaptation (ou de mutabilité)

§. 3 – Le principe d'égalité